

Unité départementale du Rhône
63 Avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

Villeurbanne, le 24/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



THB

42 rue Paul et Marc Barbezat
69150 DECINES CHARPIEU

Références : UDR-SSDAS-22-169-EM

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement THB implanté 42 rue Paul et Marc Barbezat 69150 DECINES CHARPIEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THB
- 42 rue Paul et Marc Barbezat 69150 DECINES CHARPIEU
- Code AIOT dans GUN : 0010600330
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société THB exploite sur la commune de Décines-Charpieu des installations de stockage et de récupération de déchets de métaux non ferreux ainsi qu'une station de transit et tri de déchets non dangereux. Une activité de dépollution et démontage de Véhicules Hors d'Usage (VHU) est également réalisée sur ce site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Classement ICPE
- Gestion des déchets
- Gestion des eaux
- Contrôle périodique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
Réseaux de collecte des eaux	Arrêté Préfectoral du 23/03/1998, article 2.4.1	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
Aire extérieure de stockage	AP Complémentaire du 23/03/1998, article 5.8.1	/	Lettre de suite préfectorale
Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV	/	Lettre de suite préfectorale
Plan général des stockages	Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 9	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Classement ICPE	AP Complémentaire du 20/10/2014, article 3	/	Sans objet
Mesures périodiques des rejets eaux	Arrêté Préfectoral du 23/03/1998, article 4.3.B et 4.4	/	Sans objet
Stockage des déchets au sein du bâtiment	Arrêté Préfectoral du 23/03/1998, article 5.6	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet
Désenfumage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8	/	Sans objet
Gestion du risque incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
Entreposage des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet
Aire de dépollution des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	/	Sans objet
Registre des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	/	Sans objet
Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection indique que l'installation contrôlée ne représente pas de risques particuliers pour l'environnement. Elle réalise les vérifications périodiques et les entretiens (extincteurs, installations électriques, entretien du séparateur, surveillance de l'eau) permettant d'assurer les conditions d'exploitation optimales.

L'Inspection note que des éléments sont à perfectionner concernant la gestion et le stockage des déchets. L'Inspection demande à l'exploitant d'être vigilant concernant la hauteur des déchets

stockés. L'Inspection demande à l'exploitant de s'équiper de moyens permettant d'évaluer la hauteur des déchets stockés. De plus, une mise à jour des conditions de stockage est à réaliser concernant les éléments stockés. Un Porter à Connaissance (PAC) est demandé concernant les matières stockés en extérieur et leur emplacement est demandé en ce sens. Enfin, l'exploitant informe l'Inspection que le plan des réseaux sera mis à jour prochainement. Ce dernier sera transmis à l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Classement ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2014, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Classement ICPE
Constats : L'Inspection constate que les activités réalisées sur site correspondent au classement ICPE de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/10/2014. Les rubriques et quantités associées n'ont pas évolué et sont respectées.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réseaux de collecte des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/1998, article 2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réseaux de collecte des eaux
Prescription contrôlée : Réseaux de collecte des eaux - Nettoyage séparateur d'hydrocarbure - eaux d'extinctions
Constats : L'Inspection constate que les eaux usées sont collectées au sein d'un bassin de rétention relié à un séparateur d'hydrocarbure. Les eaux sont ensuite infiltrées dans un puits d'infiltration. L'Inspection constate que le nettoyage du séparateur d'hydrocarbure et du puits perdu ont été réalisés par l'entreprise Sétéo en plusieurs étapes avec deux curages réalisés le 14/03/2022 (24 et 14 tonnes évacuées) et un curage réalisé le 03/05/2022 (18 tonnes évacuées). L'Inspection constate la présence d'une vanne de sectionnement permettant d'isoler les éventuelles eaux polluées. Cette vanne est visible et accessible. L'exploitant indique que le plan des réseaux a été actualisé récemment suite au nettoyage des séparateurs. Le prestataire a déployé une caméra au sein des réseaux permettant de réaliser ce plan. L'exploitant est en attente de la réalisation de ce plan par son prestataire. L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous 2 mois un plan des réseaux mis à jour.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Mesures périodiques des rejets eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/1998, article 4.3.B et 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures périodiques des rejets eaux
Prescription contrôlée : Mesures périodiques des rejets eaux
Constats : Par mail du 10/06/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection le rapport de mesure contrôlant le rejet dans les eaux. La mesure a été réalisée le 30/04/2022 par ConSolPol. Elle respecte les valeurs limites de rejet en vigueur : MEST : 5,6 mg/l pour un seuil à 100 mg/l DCO : 110 mg/l pour un seuil à 300 mg/l Hydrocarbures : 1,7 mg/l pour un seuil à 5 mg/l DBO5 : 19 mg/l pour un seuil à 100 mg/l (article 17 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018)
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire extérieure de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/1998, article 5.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aire extérieure de stockage
Prescription contrôlée : Aire extérieure de stockage
Constats : L'Inspection constate que l'aire extérieure de stockage, initialement destinée exclusivement au stockage et traitement de matière aluminium, accueille également un tas composé des matières inox et un tas composé de différents types de câbles. L'exploitant indique que, depuis la prise de l'arrêté préfectoral en 1998, son activité a évolué et qu'il stocke déjà depuis quelques années ce type de déchets. Afin de régulariser la situation du site, l'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous 2 mois, un Porter à Connaissance indiquant que des modifications concernant le type de stockage réalisé en extérieur ont été réalisées. Ce Porter à Connaissance devra démontrer de l'absence de risques de ces modifications, de la localisation de ses stockages et du volume maximal de ces déchets pouvant être présents sur site. Il contiendra également un plan général des stockages, comme indiqué dans le point de contrôle n°10.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets au sein du bâtiment

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/1998, article 5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des déchets au sein du bâtiment
Prescription contrôlée : Stockage des déchets au sein du bâtiment
Constats : L'Inspection constate que différents types de déchets, notamment différentes typologies de cuivre mais également d'étain ou de laiton, sont stockées au sein du bâtiment. Les espaces de stockage sont identifiés, séparés et délimités. L'exploitant indique ne pas réaliser de tri de déchets sur site. Les camions arrivent sur site avec des bennes déjà triées. Ces dernières sont alors déversées dans les compartiments correspondants.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Vérification périodique des installations électriques
Constats : L'exploitant montre à l'Inspection le rapport de vérification périodique des installations électriques. Cette dernière a été réalisée le 01/06/2022 par Veranac et a relevé une observation mineure qui est en cours de résolution. L'exploitant montre également le rapport de vérification par thermographie, infrarouge réalisé le 14/03/2022 par Veranac. Ce rapport n'a révélé aucune observation.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets
Prescription contrôlée : Entreposage des déchets
Constats : L'Inspection constate que plusieurs tas d'aluminium stockés en extérieur sont d'une hauteur conséquente, à la limite des 6 mètres réglementaires. La pile de stockage d'inox mesure 8 à 10 mètres de hauteur. L'exploitant indique que son client italien devant venir récupérer cette marchandise a annulé plusieurs rendez-vous. Les quantités d'inox stockées seraient ainsi supérieures aux conditions normales d'exploitation. L'exploitant indique que ce tas sera évacué très prochainement. Par mail du 24/06/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection une photographie montrant que les déchets inox ont été évacués et que le tas problématique est maintenant d'une hauteur réglementaire (inférieure à 6 mètres). Il indique que 3 camions d'inox ont permis l'évacuation du surplus de déchets. Un dernier chargement est prévu prochainement pour évacuer l'inox restant. L'Inspection demande à l'exploitant d'être vigilant sur la hauteur de ces déchets. Il demande également à l'exploitant, sous deux mois, de s'équiper d'éléments (bornes, piges) permettant d'évaluer la hauteur et le volume de ses stocks.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Désenfumage
Constats : L'Inspection constate la mise en place d'un dispositif de désenfumage. L'exploitant précise que ce dispositif a été mis en place au cours de l'année en cours, ce qui explique l'absence de contrôle périodique pour l'instant. Ce système de désenfumage est associé à des exutoires d'une surface réglementaire (supérieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque incendie
Prescription contrôlée : Gestion du risque incendie
Constats : L'Inspection constate la présence d'extincteurs accessibles, visibles et signalés. Ces derniers sont bien répartis au sein de l'exploitation. Ils ont été contrôlés le 21/03/2022 par Eurofeu. L'exploitant indique qu'une formation aux extincteurs, qui sera réalisée par Eurofeu, est prévue pour l'ensemble du personnel le 05/09/2022.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan général des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Plan général des stockages
Prescription contrôlée : Plan général des stockages
Constats : L'exploitant fournit à l'Inspection un plan de l'installation. Ce dernier ne spécifie pas les différents espaces de stockage et la typologie des matières stockées. L'Inspection demande à l'exploitant de lui fournir, sous 2 mois et au sein du Porter à Connaissance demandé dans le point de contrôle n°4, un plan localisant les différentes aires de stockages et les matières stockées au sein de l'exploitation.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Entreposage des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des VHU
Prescription contrôlée : Entreposage des VHU
Constats : Le jour de la visite, l'Inspection constate l'absence de VHU en attente de dépollution comme dépollués. L'exploitant explique à l'Inspection qu'il réalise un très faible nombre de dépollution de véhicules (124 véhicules en 2021). Dès leur réception, ces derniers sont dépollués. Ainsi, le stockage de véhicule en attente de dépollution est assez rare sur le site. Une fois le véhicule dépollué, les véhicules sont évacués rapidement chez un broyeur agréé (MELI PIECES AUTO à Saint-Romain-le-Puy (42)). Le stockage de véhicules dépollués est donc généralement réalisé sur une courte durée. Les batteries sont stockées dans une benne spécifique munie de rétention, étanche et fermée. L'Inspection constate la présence de pneumatiques dans des quantités inférieures à 100 m3 et ne dépassant pas 3 mètres de haut.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire de dépollution des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de dépollution des VHU
Prescription contrôlée : Aire de dépollution des VHU
Constats : L'Inspection constate que l'exploitant réalise toujours une activité de dépollution de véhicules. Cette activité est très limitée. Sur l'année 2021, l'exploitant a réalisé la dépollution de 124 véhicules. L'Inspection constate la présence de l'aire de dépollution des véhicules. Cette dernière est aérée, ventilée et abritée des intempéries. L'Inspection constate la présence d'éléments permettant de récupérer les huiles usagées. L'exploitant décrit les opérations réalisées lors de la dépollution des véhicules : vidange des huiles, retrait du verre, des pots catalytiques, des pièces et du réservoir, démontage des matières plastiques, des filtres et des pneumatiques (présence d'une déjanteuse).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Risques accidentels, Registre des VHU
Prescription contrôlée : Registre des VHU
Constats : L'exploitant montre à l'Inspection son registre des VHU pour l'année 2021. 124 véhicules ont été traités en 2021 Ce registre dispose de l'ensemble des informations demandées à savoir date de réception, immatriculation, nom et adresse de l'expéditeur et de l'installation de traitement (MELI PIECES AUTO à Saint-Romain-le-Puy), date de dépollution, quantité de déchets issue de la dépollution et date d'expédition.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Registre des déchets
Prescription contrôlée : Registre des déchets
Constats : L'exploitant transmet à l'Inspection son registre des déchets pour le mois de mai 2022. Ce registre contient les informations suivantes pour les déchets entrants et sortants du site : <ul style="list-style-type: none">- Date de réception et d'enlèvement des déchets- Poids- Type de déchets (aluminiums, cuivre câbles, inox, etc.)- Nom du client- Numéro de bon
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet